

L'Avenir

de Fécamp

Janvier 2025 N° 006

ÉDITO

Le procès de Nicolas Sarkozy illustre la décomposition politique en France. Loin d'être une victime d'un complot, ses dénégations visent à détourner l'attention des graves accusations portées contre lui, notamment un pacte de corruption avec Mouammar Kadhafi pour financer sa campagne de 2007. Cette situation nourrit le soupçon envers les élus, affaiblissant la démocratie et profitant à l'extrême droite qui propage l'idée du « tous pourris ».



Le principe d'égalité devant la loi, fondement de l'État de droit, doit être respecté. L'indépendance de la justice est essentielle et fragile. Alors que la droite dénonçait la déloyau-

té des magistrats après sa condamnation, Sarkozy profitait de vacances aux Seychelles, illustrant un double standard. En dépit des critiques sur le laxisme des juges, ni le ministre de l'Intérieur ni le garde des Sceaux n'ont proposé de réformes pour éviter de telles situations.

bien dit !

« Bayrou peut se rassurer. Il ne durera pas longtemps comme Premier Ministre. Même si tout le monde a déjà le sentiment que ça fait déjà un siècle... »

● Ian Brossat

Sénateur, Porte-parole du PCF



NEWS

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES AIDES PUBLIQUES AUX ENTREPRISES

La crise sociale est bien présente, et les annonces gouvernementales sur la création d'emplois dans l'industrie ne reflètent pas la réalité. Des entreprises comme Auchan, Michelin et Stellantis annoncent des licenciements massifs, avec plus de 190 plans touchant près de 100 000 emplois, malgré des aides publiques dépassant 180 milliards d'euros par an, sans conditions sociales ou environnementales.

Il est scandaleux de constater que des entreprises recevant des subventions continuent de verser des dividendes et de licencier. Par exemple, Auchan a perçu 1 milliard en dividendes tout en annonçant plus de 2 000 suppressions de postes.



Le groupe CRCE-K (Groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky) au Sénat, a demandé une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques par les grandes entreprises et leur impact sur les sous-traitants. " Nous voulons évaluer les 240 milliards d'euros d'aides publiques non contrôlées et questionner leur efficacité en termes d'emplois ".

Cette enquête vise à éclairer les stratégies financières des entreprises et à discuter de la conditionnalité et du contrôle des aides publiques. La conférence des présidents du Sénat se réunira le 18 décembre pour valider notre proposition, avec des travaux prévus pour début janvier.

NEWS

PARCOURSUP

Le 15 janvier, la version 2025 de la plateforme Parcoursup sera lancée, introduisant un simulateur qui évalue les chances d'admission des lycéens dans les formations, basé sur les données des trois dernières années. En saisissant leur moyenne et leurs matières, les utilisateurs peuvent estimer leurs chances d'intégration. Cette nouveauté, avec une "carte d'identité" des formations, suscite des inquiétudes.

L'orientation scolaire est déjà source de stress pour les lycéens, surtout pour ceux en difficulté, face à des choix complexes et à l'attente des résultats. La sélection à l'entrée du supérieur repose sur des critères de comparaison, et le simulateur renforce cette pression, particulièrement pour ceux ayant de faibles pourcentages d'admission, aggravée par le fait que de nombreux jeunes restent sans proposition chaque année.

Parcoursup ne se limite pas à connecter les lycéens aux établissements ; elle participe à une sélection opaque, souvent défavorable aux classes populaires. Les lycéens se voient contraints de choisir leurs formations en fonction de leurs résultats plutôt que de leurs aspirations, ce qui peut accroître l'autocensure, les incitant à privilégier des options jugées plus sûres plutôt que leurs véritables ambitions professionnelles.



www.printempsfecampois

L'Avenir
de Fécamp

Est une publication éditée
par la section de Fécamp du PCF



Retrouvez nos anciens numéros :
www.avenir-fecamp.fr

LA RESIDENCE ALBERT 1er DU BAILLEUR HABITAT 76 EST INSALUBRE !

En soutien à l'antenne locale de la Confédération nationale du logement de Fécamp, les élus communistes Jacques Louiset et Ismaël Boskos, dénoncent régulièrement l'état des logements dans la commune. Ce lundi 16 décembre, ils se sont rendus à la rencontre de locataires de la résidence située au 75/77 boulevard Albert 1er, qui appartient à Habitat 76. Ce sont des logements sociaux.



Depuis quelques années, l'état général de l'immeuble se dégrade, avec des balcons étayés depuis plus de deux ans, des traces de rouille visibles à l'arrière du bâtiment. Dans les logements, ce sont des infiltrations d'eau, des problèmes d'étanchéité, des trous d'air, du sel incrusté dans le double vitrage (qui perd toute son efficacité), des balcons interdits d'accès (sans réduction de loyer)... Certains locataires ont dû faire des travaux d'urgence à leurs propres frais et ils sont obligés de boucher les trous d'air des fenêtres avec des bouts de plastique ou du polystyrène.

Par ailleurs, cet état pitoyable entraîne des factures de gaz de plus de 150€ par mois, avec une chaudière défectueuse et une température intérieure de 14°C dans un des logements. Pour l'une des locataires, qui vit avec moins de 1000€ par mois, en plus du loyer et des charges payées au bailleur, la situation est invivable. Cela sans compter l'impact physique et psychologique qu'une telle situation entraîne. Elle a même dû quitter son logement pendant un mois et demi.



Il apparaît aussi que la mairie a déjà signalé au bailleur la présence de rats dans les gaines électriques et dans les coursives à l'arrière du bâtiment. Les locataires dénoncent la présence de cafards régulièrement. Si le bailleur intervient, le problème revient périodiquement, car les travaux nécessaires ne sont toujours pas effectués !

Dans un courrier de 2022, le bailleur indiquait des travaux thermiques pour 2023-2024, puis par une affichette dans le hall des travaux pour le 1er trimestre 2025. Il est temps qu'Habitat 76 prenne ses responsabilités comme bailleur !



NEWS INQUIÉTUDES CROISSANTES SUR L'ACCÈS AUX SOINS

Les habitants de Saint-Pierre-en-Port ont assisté à la cérémonie des vœux du maire, en présence de Laurent Vasset, président de l'agglomération de Fécamp, et de l'ex-ministre éphémère, également députée de Fécamp. Lors de cet événement, le président de l'agglomération a maintenu sa position concernant le projet de création d'un centre médical à proximité de l'hôpital, et a insisté sur le fait qu'il n'y aurait plus de médecin dans les villages de l'agglomération, soutenu par l'ex-ministre éphémère, députée fécampoise Marie Agnès Poussier Winsback. Ce projet, cependant, risque de creuser davantage l'écart dans l'accès aux soins pour les habitants de l'agglomération, les renvoyant à leurs propres moyens pour trouver un moyen de transport et se rendre au nouveau centre médical afin de pouvoir se soigner. À cela, s'ajoute l'incertitude quant à l'acceptation de nouveaux patients par ce futur centre, une problématique déjà rencontrée actuellement.



désindustrialisation • déserts médicaux
crise agricole • chômage • pauvreté

**Il faut que
ça change** !



le choix de la gauche combative

contact

- Je souhaite rejoindre le PCF Fécamp
- Je souhaite participer aux actions militantes organisées près de chez moi et rencontrer les communistes de la section locale
- Je souhaite adhérer au PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Adresse postale : _____

Courrier : PCF76 - 33, Place du Général de Gaulle - 76000 Rouen

Mail : communication@pcf-fecamp.fr

Téléphone : 06 62 96 39 34